



*Fribourg, le 8 novembre 2022*

## **Arrêté du Conseil d'Etat (ACE)**

---

2022-1065

### **Corporation forestière Moléson**

*Approbation des statuts*

Vu les articles 10, 11 et 12 de la loi du 2 mars 1999 sur les forêts et la protection contre les catastrophes naturelles (LFCN ; RSF 921.1) ;

Vu les articles 2 à 16 du règlement du 11 décembre 2001 sur les forêts et la protection contre les catastrophes naturelles (RFCN ; RSF 921.11) ;

Considérant :

Le triage forestier numéro 3.4 comprend les communes de Botterens, Broc, Bulle, Gruyères, Haut-Intyamou, Le Pâquier et Morlon.

Les propriétaires des forêts publiques du triage 3.4, à savoir les communes de Botterens, Broc, Bulle, Gruyères, Haut-Intyamou, Le Pâquier et Morlon, ainsi que l'Etat de Fribourg (forêts domaniales) forment une unité de gestion forestière rationnelle, nommée Corporation forestière Moléson.

La forme juridique retenue est la corporation de droit public dotée de la personnalité juridique.

L'assemblée constitutive de la Corporation forestière Moléson a eu lieu le 29 juin 2022 à La Tour-de-Trême. La constitution de l'unité de gestion et les statuts ont été approuvés. Le président, les membres du comité et l'organe de révision ont été élus.

Les statuts de la Corporation forestière Moléson sont conformes aux prescriptions du RFCN.

L'article 7 RFCN exige que les statuts soient soumis à l'approbation du Conseil d'Etat, ce qui confère à la corporation la personnalité de droit public.

Sur la proposition de la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts,

*Arrête :*

#### **Art. 1**

Les statuts de la Corporation forestière Moléson constituée le 29 juin 2022 sont approuvés et entrent en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

**Art. 2**

Il est conféré la personnalité de droit public à la Corporation forestière Moléson.

**Art. 3**

Un émolument de 100 francs est perçu. Le Service des forêts et de la nature facturera ce montant à la Corporation forestière Moléson.

**Art. 4**

Communication :

- a) à la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts, pour elle, le Service des communes avec une copie des statuts, le Service des forêts et de la nature avec un original des statuts, pour lui, le chef du 3<sup>e</sup> arrondissement forestier avec une copie des statuts, la section forêt et dangers naturels avec une copie des statuts et la section administration et finances ;
- b) à la Préfecture de la Gruyère avec une copie des statuts ;
- c) à la Corporation forestière Moléson, M. Sébastien Meloni, président, rue de Gruyères 106, 1630 Bulle, avec un original des statuts ;
- d) aux Archives de l'Etat avec une copie des statuts ;
- e) à la Chancellerie d'Etat.

Danielle Gagnaux-Morel  
Chancelière d'Etat

*Arrêté non signé. Une version signée peut être obtenue sur demande à la Chancellerie d'Etat.*



ETAT DE FRIBOURG  
STAAT FREIBURG

Conseil d'Etat  
Rue des Chanoines 17, 1701 Fribourg

---

Corporation forestière Moléson  
Monsieur Sébastien Meloni  
Président  
Rue de Gruyères 106  
1630 Bulle

Conseil d'Etat CE  
Staatsrat SR

Rue des Chanoines 17, 1701 Fribourg

T +41 26 305 10 40, F +41 26 305 10 48  
[www.fr.ch/ce](http://www.fr.ch/ce)

# Statuts de la corporation forestière Moléson

## *Remarque préalable*

*Dans les présents statuts, les termes désignant les titres et les fonctions sont entendus autant au féminin qu'au masculin. Ceci s'applique aux mots « président », « délégués », « forestier(s) »*

## CHAPITRE PREMIER

### Dispositions générales

#### **Article 1**      **Nom et membres**

- <sup>1</sup> Les communes de Botterens, Broc, Bulle, Gruyères, Haut-Intyamont, Le Pâquier, Morlon ainsi que l'Etat de Fribourg pour les forêts domaniales (ci-après les membres) forment, sous la dénomination "Corporation forestière Moléson" (ci-après la corporation) une unité de gestion au sens de l'article 11 de la loi du 2 mars 1999 sur les forêts et la protection contre les catastrophes naturelles et des articles 2 à 16 de son règlement d'exécution du 11 décembre 2001.
- <sup>2</sup> La corporation est une personne morale de droit public dotée de la personnalité juridique.
- <sup>3</sup> En cas de fusion de communes, la commune issue de la fusion reprend les droits et les obligations de la ou des communes membres de la corporation.

#### **Article 2**      **Buts**

La corporation a pour buts :

- a) de gérer en commun les forêts appartenant à ses membres en vue :
  - de faciliter la collaboration,
  - d'améliorer leur gestion économique,
  - d'améliorer leur exploitation selon les principes de la durabilité et
  - d'améliorer la surveillance des forêts de la région;
- b) de coordonner les travaux forestiers;
- c) d'engager un ou plusieurs forestier(s) diplômé(s) ou une ou plusieurs forestière(s) diplômée(s) (ci-après le(s) forestier(s));
- d) de constituer et maintenir une équipe forestière permanente et formatrice;
- e) de promouvoir les mesures de sécurité au travail par l'application de la solution de branche «forêt» de la SUVA;
- f) de représenter et de défendre les intérêts de la propriété forestière de ses membres;
- g) d'effectuer des travaux rémunérés pour ses membres.

#### **Article 3**      **Siège**

Le siège de la corporation correspond à l'adresse de son administration.

#### **Article 4**      **Durée**

La durée de la corporation est illimitée (indéterminée).

**CHAPITRE II**  
**Organisation**  
**A. En général**

**Article 5            Organes**

Les organes de la corporation sont:

- a) l'assemblée des délégués (ci-après l'assemblée);
- b) le comité;
- c) le bureau;
- d) l'organe de révision.

**Article 6            Incompatibilité**

Les parents et alliés, jusqu'au degré de neveux y compris, ainsi que les conjoints de frères et sœurs, ne peuvent, en même temps, faire partie du comité et de l'organe de révision. Les mêmes règles sont applicables au secrétaire-comptable et au(x) forestier(s) par rapport aux membres du comité et de l'organe de révision.

**B. L'assemblée**

**Article 7            Composition**

- 1 L'assemblée est l'organe suprême de la corporation.
- 2 Chaque membre y désigne au moins un délégué ou une déléguée (ci-après un délégué).
- 3 Les voix sont attribuées selon la surface forestière productive:
  - 1 voix pour les membres possédant moins de 250 ha
  - 2 voix pour les membres possédant 250 ha ou plus.
- 4 En cas de fusion de communes, le nombre de délégués est réduit en conséquence.

**Article 8            Désignation**

Les délégués représentant les communes et leurs suppléants sont désignés par le conseil communal, conformément à l'article 115 alinéa 4 de la loi sur les communes. Le chef ou la cheffe du 3ème arrondissement forestier ou son adjoint (ci-après le chef d'arrondissement forestier) représente l'Etat de Fribourg. Si le chef d'arrondissement forestier fait partie du comité, l'Etat de Fribourg désigne un autre délégué.

**Article 9            Convocation**

- 1 L'assemblée est convoquée par le comité. La convocation est adressée à chaque membre ainsi qu'au(x) forestier(s) au moins 20 jours à l'avance. La convocation comprend l'ordre du jour établi par le comité ainsi que les documents y relatifs. L'inobservation de ces formalités entraîne l'annulabilité des décisions.
- 2 Si le chef d'arrondissement forestier n'est pas délégué, il est également invité à l'assemblée avec voix consultative.
- 3 L'assemblée se réunit au moins deux fois par année, au printemps pour approuver les comptes et en automne pour le budget. Elle peut se réunir à la demande du comité, d'au moins un tiers des membres ou du chef d'arrondissement forestier.

*cyb*

## Article 10

### Attributions

- <sup>1</sup> L'assemblée:
  - a) élit son président ou sa présidente (ci-après le président), parmi ses membres ou en dehors de l'assemblée. Le président de l'assemblée est en même temps le président du comité;
  - b) élit les autres membres du comité (1 membre par commune);
  - c) approuve le budget, les comptes et le rapport de gestion présenté par le comité;
  - d) approuve le plan de travail annuel établi par le comité;
  - e) approuve et vote les dépenses d'investissement, les crédits supplémentaires qui s'y rapportent ainsi que le plan financier pour les cinq années suivantes;
  - f) vote les dépenses non prévues au budget;
  - g) entérine la répartition du résultat financier entre les membres selon la clé de répartition prévue à l'article 25;
  - h) adopte les règlements;
  - i) décide des modifications des statuts et de l'admission de nouveaux membres en fixant les conditions d'entrée sur proposition du comité;
  - j) élit l'organe de révision;
  - k) approuve la clé de répartition prévue à l'article 25;
  - l) fixe les indemnités des membres du bureau et des organes de révision;
  - m) décide de la dissolution de la corporation.
- <sup>2</sup> Elle exerce en outre toutes les attributions qui ne sont pas conférées à un autre organe par la loi ou par les statuts.

## Article 11

### Délibération

- <sup>1</sup> L'assemblée décide à la majorité des membres et des surfaces de forêts productives selon la clé de répartition prévue à l'article 25.
- <sup>2</sup> Le(s) forestier(s) participe(nt) d'office à l'assemblée. Il(s) y a/ont voix consultative.
- <sup>3</sup> L'alinéa 2 s'applique aussi au chef d'arrondissement forestier s'il n'est pas délégué.
- <sup>4</sup> Les membres de l'assemblée qui sont élus au comité perdent leur qualité de délégué.

## Article 12

### Décisions / Récusation

- <sup>1</sup> L'assemblée ne peut délibérer valablement qu'en présence de la majorité de ses membres. Les décisions sont prises à la majorité des voix exprimées, les abstentions n'étant pas comptées. En cas d'égalité, le président départage.
- <sup>2</sup> Un procès-verbal des assemblées est tenu.
- <sup>3</sup> Un membre de l'assemblée ne peut assister à la délibération d'un objet qui présente un intérêt spécial pour lui-même ou pour une personne avec laquelle il se trouve dans un rapport étroit de parenté ou d'alliance, d'obligation ou de dépendance. Les règles sur la récusation prévues par le Code de procédure et de juridiction administrative demeurent réservées.

## C. Les organes exécutifs

### Le comité

#### Article 13 Composition

- 1 Le comité est composé d'un délégué par membre.
- 2 Le président du comité est élu par l'assemblée (article 10). Pour le reste, le comité s'organise lui-même.
- 3 Les membres du comité sont élus pour une période administrative de 5 ans et sont rééligibles.
- 4 Le(s) forestier(s) participe(nt) au comité avec voix consultative. Le chef d'arrondissement forestier, s'il n'est pas déjà membre du comité, peut y assister avec voix consultative.
- 5 Les membres du comité sont rétribués par la corporation.

#### Article 14 Convocation et décisions

- 1 Le comité se réunit aussi souvent que les affaires de la corporation l'exigent, sur convocation du président à la demande de l'un de ses membres, du chef d'arrondissement forestier ou d'un forestier.
- 2 Les séances du comité sont dirigées par le président ou, s'il est empêché, par le vice-président.
- 3 Un procès-verbal des séances est tenu.
- 4 Les décisions sont prises à la majorité, chaque membre du comité disposant d'une voix; en cas d'égalité, le président départage.
- 5 Un membre du comité doit se récuser dans les cas prévus à l'article 12, alinéa 3.

#### Article 15 Attributions

- 1 Le comité:
  - a) est habilité à prendre toutes les mesures et initiatives propres à favoriser au mieux les buts de la corporation;
  - b) convoque l'assemblée;
  - c) élit les membres du bureau; à l'exception du président;
  - d) engage les forestiers et fixe leurs salaires sur la base de la convention collective de travail (CCT);
  - e) formule les objectifs généraux et met en place les structures de la corporation;
  - f) avalise le budget à l'attention de l'assemblée;
  - g) avalise le résultat financier de l'entreprise forestière et le transmet aux membres;
  - h) prend les décisions sur les dépenses non prévues au budget jusqu'à concurrence de CHF 30'000 par exercice comptable;
  - i) avalise l'adaptation de la clé de répartition à l'attention de l'assemblée.
  - j) soutient les procès auxquels la corporation est partie;
  - k) est responsable de toutes autres tâches qui n'incombent pas à un autre organe en vertu des présents statuts.
- 2 Le comité peut déléguer de ces attributions au bureau.

## Le bureau

### Article 16

#### Composition

- <sup>1</sup> Le bureau est composé de 3 personnes issues du comité, dont une majorité d'élus communaux. Son président est élu par l'assemblée. Pour le reste, le bureau s'organise lui-même.
- <sup>2</sup> Le président du comité est également le président du bureau.
- <sup>3</sup> Les membres du bureau sont élus pour une période administrative de 5 ans et sont rééligibles.
- <sup>4</sup> Le(s) forestier(s) participe(nt) au bureau avec voix consultative. Le chef d'arrondissement forestier, s'il n'est pas déjà membre du bureau, peut y assister avec voix consultative.

### Article 17

#### Convocation et décisions

- <sup>1</sup> Le bureau se réunit aussi souvent que les affaires de la corporation l'exigent, sur convocation du président ou à la demande de l'un de ses membres, du chef d'arrondissement forestier ou d'un forestier.
- <sup>2</sup> Les séances du bureau sont dirigées par le président ou, s'il est empêché, par le vice-président.
- <sup>3</sup> Un procès-verbal des séances est tenu.
- <sup>4</sup> Les décisions sont prises à la majorité des voix exprimées, chaque membre du bureau disposant d'une voix, les abstentions n'étant pas comptées; en cas d'égalité, le président départage.
- <sup>5</sup> Un membre du bureau doit se récuser dans les cas prévus à l'article 12, alinéa 3.

### Article 18

#### Attributions administratives

- <sup>1</sup> Le bureau:
  - a) administre la corporation. Dans ce cadre, il est habilité à prendre toutes les mesures et initiatives propres à favoriser au mieux les buts de la corporation;
  - b) représente la corporation envers les tiers;
  - c) propose au comité l'engagement du personnel et soumet au comité les salaires sur la base de la convention collective de travail (CCT);
  - d) invite le comité à se réunir;
  - e) prépare les objets à soumettre au comité et exécute les décisions de celle-ci;
  - f) traite les affaires courantes;
  - g) prépare le cahier des charges du/des forestier(s) ainsi que des membres de l'équipe forestière le soumet au comité et en surveille l'application;
  - h) propose au comité les tarifs applicables pour la facturation des heures du/des forestier(s) et de l'équipe forestière;
  - i) élabore le budget à l'attention du comité;
  - j) arrête le résultat financier de l'entreprise forestière et le transmet au comité;
  - k) approuve les achats de matériel et d'outillage dans les limites des montants fixés par les budgets de la corporation;
  - l) signe les contrats pour les mesures subventionnées, encaisse et répartit les subventions versées par le Canton;
  - m) propose au comité les indemnités annuelles du personnel de la corporation sur la base de la convention collective de travail (CCT); le personnel en place avant la fondation de la corporation garde les acquis de traitement;



- n) propose au comité l'adaptation de la clé de répartition selon le principe établi à l'article 25.
- <sup>2</sup> Le bureau exécute en plus les tâches déléguées par le comité.

#### **Article 19**

#### **Attributions techniques**

Le bureau:

- a) contrôle la mise en soumission et l'adjudication des travaux de coupe et d'entretien des forêts;
- b) contrôle l'adjudication et la vente des bois et services;
- c) contrôle les factures pour la vente des bois;
- d) assure la prévention des accidents et contrôle l'application de la solution de la branche "forêt" de la SUVA;
- e) autorise les travaux exécutés pour des tiers.

#### **Article 20**

#### **Représentation**

La corporation est valablement engagée par la signature collective à deux du président ou du vice-président et du/des forestier(s) ou du/de la secrétaire ou du comptable.

### **D. L'organe de révision**

#### **Article 21**

- <sup>1</sup> L'assemblée désigne une fiduciaire pour le contrôle des comptes de trois exercices. Le mandat est renouvelable une fois pour une nouvelle période de 3 ans.
- <sup>2</sup> La fiduciaire examine les comptes et le rapport de gestion du comité, fait rapport à l'assemblée et émet son préavis à l'intention de celle-ci.

### **E. Décisions de la corporation**

#### **Article 22**

Les décisions de la corporation, prises par ses organes dans le cadre de leurs attributions légales ou statutaires, obligent ses membres.

## **CHAPITRE III**

### **Gestion des forêts privées**

#### **Article 23**

- <sup>1</sup> La gestion des forêts privées individuelles par la corporation est réglée par convention.
- <sup>2</sup> Des organisations de propriétaires de forêts privées peuvent confier la gestion des forêts à la corporation.

## CHAPITRE IV

### Péréquation des charges / Répartition des travaux, des profits et des pertes

#### Article 24 Péréquation des charges

- 1 Pour garantir une péréquation équitable, des contributions annuelles par membre sont dues. (voir annexe I)
- 2 Les communes payent une contribution par habitant pour couvrir les coûts dus à la fonction sociale des forêts. L'Etat paye un montant fixe.
- 3 Les membres payent une contribution par surface forestière selon la pente moyenne de leurs forêts pour compenser les surcoûts d'exploitation forestière provoqués par les difficultés de terrain.
- 4 Les montants des contributions restent inchangés pendant les premières 5 années depuis la fondation de la corporation.

#### Article 25 Clé de répartition

- 1 Le financement, le résultat financier ainsi que la responsabilité pour dettes des membres sont opérés selon une clé de répartition calculée en fonction des surfaces forestières (voir annexe I).
- 2 La surface des réserves forestières n'est pas prise en compte dans la clé de répartition.

#### Article 26 Entretien courant

- 1 L'entretien courant de la desserte forestière ainsi que les travaux réguliers d'entretien des forêts sont à la charge de la corporation. La carte annexée désigne le réseau de desserte forestière à la charge de la corporation (voir annexe II).
- 2 La remise en état de la desserte forestière après travaux forestiers (coupes de bois) est sous la responsabilité de la corporation.

#### Article 27 Autres charges

- 1 Les aménagements d'infrastructures, nettoyages particuliers des forêts, etc. sont supportés par le membre qui en bénéficie. Le comité détermine la nature ou le caractère exceptionnel de ces travaux. Des travaux exceptionnels ne seront réalisés qu'après accord du membre (commune, Etat) concerné.
- 2 Les autres charges, tels que frais d'achat de plants, de matériel de protection, de gravier et autres matériaux ainsi que les frais des travaux effectués par des entreprises privées, tels que débardage, écorçage, déchiquetage, entretien des chemins, sont supportées par la corporation dans le cadre du budget approuvé.
- 3 Les travaux dans les réserves forestières au sein de la corporation sont réalisés par la corporation et facturés au propriétaire de la forêt.

#### Article 28 Bois pour le propre usage

- 1 Le bois pour les piquets et le bois de feu pour le propre usage des exploitants des alpages qui appartiennent aux membres ne sont pas facturés par la corporation s'ils sont récoltés/bûcheronnés par l'exploitant de l'alpage.
- 2 Les citoyens privés, au bénéfice d'un permis de bûcheronnage, peuvent préparer du bois de feu pour leur propre usage sur le périmètre forestier de la propre commune. Le martelage par le garde forestier au préalable est obligatoire.

**Article 29****Travaux communaux non forestiers**

Dans la mesure du possible, les communes s'engagent à fournir à la corporation des travaux non forestiers, tels que travaux d'endigements, d'entretien de chemins, de rives de cours d'eau, de chalets, de places de jeux ou des travaux de voirie.

**Article 30****Frais à la charge de la corporation**

- <sup>1</sup> Les frais, tels que les frais de formation professionnelle et continue sont à la charge de la corporation.
- <sup>2</sup> Les frais et les rétributions des membres du bureau et du comité sont à la charge de la corporation.
- <sup>3</sup> Les frais supplémentaires consécutifs à une décision de l'assemblée sont pris en charge par la corporation.

**Article 31****Fonds de gestion**

Un fonds de gestion commun est constitué. Il est alimenté en fonction des nécessités de la gestion selon la clé de répartition prévue à l'article 25 et dans la limite des budgets.

**Article 32****Année comptable**

L'année comptable correspond à l'année civile.

**Article 33****Emprunts**

- <sup>1</sup> La corporation peut contracter des emprunts dans les limites de l'alinéa 2 du présent article. Dans ce cas, elle gère l'emprunt. Le cas échéant, les membres s'acquittent de leurs parts au service de la dette calculée selon la clé de répartition prévue à l'article 25.
- <sup>2</sup> La limite d'endettement est fixée à
  - a) CHF 5'000'000 pour les frais d'investissements;
  - b) CHF 500'000 pour le compte de fonctionnement.

**CHAPITRE V****Personnel de la corporation****Article 34****Personnel employé par la corporation**

- <sup>1</sup> La corporation a qualité d'employeur du/des gestionnaire(s) forestier(s), des forestiers, de l'équipe forestière et du personnel administratif.
- <sup>2</sup> Les tâches du personnel employé directement par la corporation sont décrites dans son cahier de charges.
- <sup>3</sup> L'effectif de l'équipe est déterminé selon des critères économiques, en prenant en considération les travailleurs saisonniers et les exigences de sécurité (solution de branche).

**Article 35****Personnel non-employé par la corporation**

- <sup>1</sup> Les membres mettant à disposition de la corporation du personnel non-employé directement par cette dernière sont responsables de toutes les charges administratives y relatives, notamment:
  - a) le versement régulier du salaire;
  - b) les décomptes des charges sociales, des paiements et des retenues sur salaire;

- c) la facturation et l'encaissement des travaux exécutés pour des tiers;
- d) les frais de formation en conformité avec la solution de branche « forêt » ;
- e) le personnel mis à disposition est au bénéfice d'une formation adéquate.

#### **Article 36 Subordination**

Le(s) forestier(s) de triage relève(nt) administrativement de la corporation et, dans sa(leur) fonction de forestier de triage, il(s) est (sont) subordonné(s) au chef d'arrondissement.

### **CHAPITRE VI**

#### **Modification des statuts, sortie, dissolution**

#### **Article 37 Modification des statuts**

- <sup>1</sup> Les statuts peuvent être modifiés en tout temps. Chaque membre peut demander une modification des statuts en faisant une proposition écrite à l'assemblée.
- <sup>2</sup> L'assemblée vote à la double majorité des propriétaires et des surfaces productive; toutefois, la modification du but social ne peut être décidée qu'à l'unanimité des membres.
- <sup>3</sup> Toute révision des statuts ne déploie ses effets qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante, sous réserve de l'approbation par le Conseil d'Etat.
- <sup>4</sup> La corporation peut accepter de nouveaux membres. L'assemblée peut fixer des conditions particulières pour leur admission.

#### **Article 38 Retrait et exclusion**

- <sup>1</sup> Après 10 ans de participation, tout membre peut se retirer de la corporation pour la fin d'une année civile moyennant un préavis donné au moins une année à l'avance. Les retraits faisant suite à une fusion de communes restent réservés.
- <sup>2</sup> La corporation peut exclure un membre.
- <sup>3</sup> Le membre sortant ou exclu n'a droit ni au remboursement des contributions versées, ni à une part de fortune de la corporation. Le cas échéant, il doit rembourser sa dette non couverte calculée selon la clé de répartition prévue à l'article 25.
- <sup>4</sup> Les compétences des autorités cantonales prévues par la législation forestière au sujet de la délimitation des triages et des unités de gestion sont réservées.

#### **Article 39 Dissolution**

- <sup>1</sup> La corporation peut être dissoute en tout temps par une décision de l'assemblée prise à la double majorité des voix, représentant la majorité des propriétaires et des surfaces de terrain exploitées, sous réserve de l'approbation par le Conseil d'Etat.
- <sup>2</sup> La corporation est dissoute de plein droit lorsqu'elle est insolvable ou lorsque les organes exécutifs ne peuvent plus être constitués statutairement.
- <sup>3</sup> Les compétences des autorités cantonales prévues par la législation forestière au sujet de la délimitation des triages et des unités de gestion sont réservées.

- 4 Les biens propriété de la corporation lors de la dissolution sont réalisés en vue du règlement des dettes. Le solde positif est réparti proportionnellement entre les membres selon la clé prévue à l'article 25. Chaque membre doit rembourser la dette non couverte selon la clé de répartition prévue à l'article 25.

## CHAPITRE VII

### Dispositions transitoires et finales

#### Article 40 Dispositions légales

Les articles 60 et suivants du Code civil s'appliquent à titre supplétif si les statuts ne prévoient rien et à titre impératif si la loi le prévoit.

#### Article 41 Entrée en vigueur

- <sup>1</sup> Les présents statuts entrent en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2023 après leur adoption par le conseil général ou l'assemblée communale des communes membres, l'Etat de Fribourg ainsi que par le Conseil d'Etat du canton de Fribourg.
- <sup>2</sup> La personnalité juridique est conférée à la corporation dès l'approbation des statuts par le Conseil d'Etat.

#### Article 42 Période administrative 01.2023 - 04.2026

La première période administrative dure 3 ans au lieu de 5 ans pour permettre une élection des comités en concordance avec les élections communales. (Article 16 al. 2)

#### Article 43 Droits et obligations

Les droits et obligations des unités de gestion forestières suivantes sont repris par la corporation:

- Unité de gestion Broc-Botterens
- Forêt communale Haut-Intyamon
- Corporation du triage forestier du Moléson: Gruyères, Morlon, Le Pâquier, Etat de Fribourg
- Unité de gestion Bulle/Bouleyres

#### Annexes

Annexe I : Clé de répartition et de péréquation

Annexe II : Carte du réseau de desserte forestière à la charge de la corporation

**Signatures des membres :**

Approuvé par l'Assemblée communale de **Botterens** le 2 mai 2022  
Le/la Secrétaire :   
Le/la Syndic(que) : 



Approuvé par l'Assemblée communale de **Broc** le 2 mai 2022  
Le/la Secrétaire :   
Le/la Syndic(que) : 



Approuvé par l'Assemblée du conseil général de **Bulle** le 30 mai 2022  
Le/la Secrétaire :   
Anne Fracheboud  
Le/la Syndic(que) :   
Jacques Morand



Approuvé par l'Assemblée communale de **Gruyères** le 2 mai 2022  
Le/la Secrétaire :   
Le/la Syndic(que) : 



Approuvé par l'Assemblée communale de **Haut-Intyamon** le 11 mai 2022  
Le/la Secrétaire :   
Le/la Syndic(que) : 



Approuvé par l'Assemblée communale de **Le Pâquier** le 23 mai 2022  
Le/la Secrétaire :   
Le/la Syndic(que) : 



Approuvé par l'Assemblée communale de **Morlon** le 19 mai 2022  
Le/la Secrétaire :   
Le/la Syndic(que) : 





L'Etat de Fribourg pour les forêts domaniales,

par le Service des forêts et de la nature le 24 mai 2022

Le Chef de service:



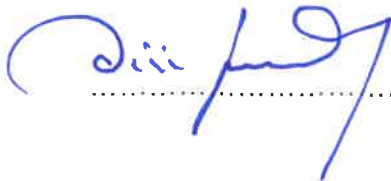


P.S.

L'assemblée constitutive de la corporation s'est tenue le 29 juin 2022 à La Tour-de-Trême.

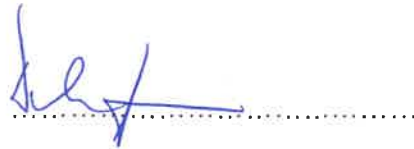
Le Conseil d'Etat du canton de Fribourg a approuvé ces statuts par arrêté numéro 2022-1065 du - 8 NOV. 2022

Le Président :





La Chancelière :



Facteurs	Botterens	Broc	Bulle	Gruyères	Haut-Intyamon	Le Pâquier	Morlon	Etat de Fribourg	Total
<b>Surface forestière</b>									
forêt productive (ha)	93	429	657	425	904	97	142	311	3'058
... dont < 1'400 m d'altitude (ha)	89	357	656	414	808	97	99	291	2'811
<b>Péréquation des charges</b>									
<b>A Facteur social - Contribution annuelle</b>									
		CHF 6 par habitant			marge libre: 500 habitants				
Population selon annuaire statistique	670	2'662	24'412	2'205	1'588	1'338	643		33'518
Nombre d'habitants sans la marge libre	170	2'162	23'912	1'705	1'088	838	143		30'018
Montant (nombre x CHF/nb.) (CHF)	1'020	12'972	143'472	10'230	6'528	5'028	858	28'000	208'108
<b>B Forêt de forte pente - Contribution annuelle</b>									
		CHF 5 par facteur							
Pente moyenne des forêts %	66.0	71.7	30.4	43.7	74.6	33.8	45.0	42.5	54.7
Valeur de pondération (1 à 16)	16	16	4	6	16	4	6	6	
Facteur surf. prod. x pente pondérée	1'488	6'864	2'628	2'550	14'464	388	852	1'866	
Montant (facteur x CHF ....) (CHF)	7'440	34'320	13'140	12'750	72'320	1'940	4'260	9'330	155'500
<b>Clé de répartition</b>									
<b>C Socle</b>	0.5%	0.5%	0.5%	0.5%	0.5%	0.5%	0.5%	0.5%	4%
<b>D Clé de répartition (surf. prod. &lt; 1'400 msm)</b>	3.039%	12.192%	22.403%	14.139%	27.594%	3.313%	3.381%	9.938%	96%
Part total: socle + surface productive	3.539%	12.692%	22.903%	14.639%	28.094%	3.813%	3.881%	10.438%	100%
<b>Résultat de la péréquation des charges</b>									
Contribution totale A+B	8'460	47'292	156'612	22'980	78'848	6'968	5'118	37'330	363'608
Répartition des entrées selon C+D	12'870	46'149	83'279	53'228	102'154	13'863	14'112	37'954	363'608
<b>Résultat A + B + C + D</b>	<b>4'410</b>	<b>-1'143</b>	<b>-73'333</b>	<b>30'248</b>	<b>23'306</b>	<b>6'895</b>	<b>8'994</b>	<b>624</b>	<b>0</b>



